

WE DEMAIN

«MOI LE RHÔNE»

PARCE QU'IL SUBIT LES MÊMES DOMMAGES QUE LES GRANDS
FLEUVES DU MONDE, LE RHÔNE EST EMBLÉMATIQUE
DES CONSÉQUENCES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE,
DE LA POLLUTION ET DES PRESSIONS DÉMOGRAPHIQUES.
ENTREPRISES ET COLLECTIVITÉS ONT DÉCIDÉ D'AGIR.
NOUS AVONS DONNÉ LA PAROLE AU RHÔNE.



EN PARTENARIAT AVEC



JUIN 2021

WE DEMAIN PARTENAIRE

Aux origines :
en Suisse, le glacier
du Rhône au col
de la Furka.

QUATRE RENCONTRES POUR RÉCONCILIER LES HOMMES, LES ENTREPRISES ET LA NATURE

CNR, LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHÔNE, A LANCÉ UNE SÉRIE DE RENCONTRES À PARIS, LYON, MARSEILLE ET BRUXELLES ENTRE FIN 2020 ET DÉBUT 2021, AUTOUR D'UN CONSTAT : LA SITUATION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE SE DÉGRADE DE JOUR EN JOUR. MAIS CE CONSTAT NE SUFFIT PAS. IL EST TEMPS D'AGIR. AVEC UNE SOURCE D'INSPIRATION, LE RHÔNE. CAR LE FLEUVE EST EMBLÉMATIQUE DE MILLIERS D'ÉCOSYSTÈMES, EN FRANCE ET DANS LE MONDE, QUI SUBISSENT DE NOMBREUX STRESS LIÉS À L'ACTIVITÉ HUMAINE.

TEXTES : FRANÇOIS MAROT PHOTOS : CAMILLE MOIRENC

À L'ÉCOUTE DU RHÔNE ÉLISABETH AYRAULT



**« IL RISQUE
DE PERDRE
10 À 40 %
DE SON DÉBIT
D'ICI À PEINE
TRENTÉ ANS... »**

Architecte de formation, Elisabeth Ayrault est une dirigeante d'entreprise passionnée des questions d'aménagement.

Elle s'est toujours attelée à bâtir des projets concrets, dans le respect et la prise en compte des besoins des territoires et de leurs habitants. Elle a publié en mars, chez Actes Sud, *Les Leçons du Rhône, que serions-nous sans les fleuves ?*

Elisabeth Ayrault dirige CNR (Compagnie nationale du Rhône), chargée de la gestion du fleuve Rhône et premier producteur français d'électricité 100 % renouvelable. Soucieuse des impacts de nos actions et convaincue de la nécessité de mobiliser entreprises, politiques et citoyens pour l'environnement, elle a lancé, fin 2020, une série de rencontres pour réfléchir à l'avenir des fleuves, des territoires qui les bordent, et, au-delà, aux questions qui se posent à nous tous. Pour agir vite.

D'abord, il y a mes convictions : on ne peut pas se contenter de regarder ce qui arrive en ce moment sans passer à l'action. J'ai observé le Rhône. Comme un miroir, il reflète nos excès. En travaillant « avec lui », on réalise ce qui nous attend. Il risque de perdre 10 à 40 % de son débit d'ici à peine trente ans... Ensuite, mes fonctions font que je croise souvent des gens qui me posent des questions sur le changement climatique ou la transition écologique. Mais en réalité, ces gens me ressemblent, ils partagent mes interrogations. Or je défends la diversité, des origines, des opinions. Et je pense indispensable de mélanger des personnes aux profils différents afin qu'elles échangent sur ces questions cruciales.

Par ailleurs, je trouve notre monde très binaire : il y a les politiques et la population. Et l'entreprise, dans tout ça ? Ou plutôt les entreprises, car il en existe de tout type. Pourtant, elles ont les moyens financiers de participer à la transformation, au lieu de faire appel au secteur public, à ses subventions et ses impôts... Les entreprises jouent un rôle central dans la formation de leurs salariés, notamment pour les questions environnementales. Salariés qui souvent diffusent ces connaissances autour d'eux. Les entreprises sont aussi un vecteur de transformation sur les façons de consommer puisqu'elles-mêmes produisent des biens et des services.

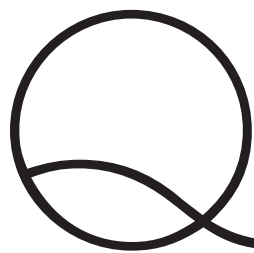
Enfin, en organisant ces réunions, j'ai voulu mettre en avant une entreprise alliant public-privé qui s'adresse à toutes les parties prenantes, associations, territoires, etc. Il faut reproduire ce modèle là où il est utile. Il a fait ses preuves. L'objectif de ces rencontres était donc de lutter contre l'entre-soi et la pensée en silo, et de proposer des solutions concrètes et opérationnelles. L'objectif a été atteint, me semble-t-il, et je m'en réjouis. Nous avons voulu lancer, comme entreprise, un mode différent de pensée. Ce supplément *We Demain* est l'occasion de mesurer les réactions que cela suscite. Si elles sont positives, ce supplément ne marquera peut-être pas la fin de la démarche, en revanche, elles pourront, qui sait, nous guider pour imaginer la suite à donner ? ♦

Illustration Kagan McLeod



« MOI, LE RHÔNE » PAR ERIK ORSENNA

QUI MIEUX QU'UN ÉCRIVAIN, PRIX GONCOURT, ACADEMICIEN FRANÇAIS ET PRÉSIDENT D'UNE ASSOCIATION POUR L'AVENIR DES FLEUVES DE SURCROÎT, POUVAIT SE METTRE DANS LA PEAU – LE LIT – DU RHÔNE ? POUR NOUS, ERIK ORSENNA DÉVALE LES ALPES, PLONGE DANS LE LÉMAN AVANT, ENFIN, DE SE JETER DANS LA MÉDITERRANÉE.



ui suis-je ?
Devinez !

Premier indice : je ne suis pas celui que je devrais être ! Comment expliquer cette violence qui parfois me prend ? Pourtant, je suis né en Suisse, pays tranquille s'il en est, à une altitude modeste, 2 200 m, bien trop faible

pour donner assez d'élan à de folles descentes.

Alors je ne vois qu'une seule explication à mes sauvageries soudaines : Gletsch, le nom du hameau minuscule qui m'a vu naître, Gletsch, qui sonne comme un éternuement, Gletsch, chaque fois que j'entends Gletsch, je me mets à dévaler.

La première partie de ma vie, je l'ai passée dans une vallée très industrielle appelée Le Valais. Les usines avaient très peur de mes furies imprévisibles. Alors on m'a corrigé, comme ils disent là-bas, ils ont dépensé des fortunes pour m'enfermer dans du béton. Ils croyaient m'empêcher de déborder. Je ne suis pas de ceux qu'on emprisonne. J'attends mon heure, et le moment venu, je m'évade et alors là bonjour les dégâts, je plains les compagnies d'assurances. Il aurait été tellement plus simple de s'entendre, de se répartir le paysage, de laisser de l'espace à mes colères. Mais ces gens-là ont voulu tout maîtriser. Tant pis pour eux.

La deuxième partie de ma vie, je la considère comme des vacances : j'ai plongé dans un lac. Et quand j'ai dit « plongé », c'est le mot. On m'avait perdu, je nageais tout au fond, sous les poissons. Je n'ai repointé le bout du nez que devant une ville qui m'a semblé bien agréable. On m'a dit qu'elle se nommait Lausanne. Hélas, je n'ai pu m'attarder. Une force me poussait, je devais avancer. D'autant que Genève m'attendait.

J'ai pris une douche sous son jet d'eau. Je devais me faire beau pour discuter de la paix dans le monde. Il paraît que c'est l'occupation principale des habitants, enfin ceux qui ne sont pas banquiers. Ils m'ont montré la porte par laquelle je devais passer. Croyez-moi, j'aurais bien préféré continuer de tourner en rond dans le lac et m'amuser avec les cygnes, qui sont bien moins prétentieux qu'on le dit. Je me suis senti emporté, puis découpé en rondelles. Heureusement que je suis souple, je n'ai pas eu trop mal. Voilà ! J'avais franchi mon premier barrage. On m'a prévenu que vingt et un autres m'attendaient avant que j'atteigne la mer. Quel métier que le mien ! Quand je pense que certains et certaines gagnent leur vie en racontant des histoires !

Je n'étais pas depuis une demi-heure au pays du général de Gaulle et de Brigitte Bardot (à Gletsch, le soir, on regarde de vieux films), que j'atteignais le barrage de Génissiat et sa porte monumentale. Les Français m'ont chaleureusement accueilli : « On a besoin de vous pour notre électricité. » Je croyais qu'ils étaient plutôt portés sur le nucléaire. La beauté du paysage a calmé ma colère. Et aussi le salut de tous ces gens sur les deux rives. Je n'aurais pas cru être si utile, même nécessaire. Je recevais des mercis de tout le monde : des hommes, des femmes, des plantes, des animaux et même d'une sorte de gros château sinistre qui m'a dit fièrement s'appeler Centrale Nucléaire. Il paraît que je la refroidissais. D'habitude, les filles préfèrent être réchauffées, non ? Enfin, pour ce que j'en connais !

Mon voyage se poursuivait dans une ambiance de plus en plus détendue. Les digues qui m'emprisonnaient avaient disparu. Figurez-vous que, maintenant, on me permettait de quitter ma route principale et d'aller me promener sur les bas-côtés et

même de créer des sentiers au milieu de bois qui ressemblaient à des forêts tropicales. Et puis je croisais des bateaux pleins de joyeux touristes qui agitaient la main, et eux aussi me remerciaient comme si j'étais responsable de ce paradis.

Des maisons se multiplièrent, une autre ville se présentait, beaucoup plus grande que les précédentes. Elle tombait bien : j'avais mille questions à lui poser. Et d'abord celle-ci. Pourquoi cette atmosphère paisible ? Avant de quitter Gletsch pour ce périple, je m'étais informé. L'existence pour la plupart de mes semblables n'était qu'un combat perpétuel : une guerre pour s'emparer de nous, et nous changer en esclaves, un conflit quotidien pour nous forcer à choisir entre nos trois métiers, abreuver (le sol et les êtres vivants), transporter (les humains et les marchandises), produire (de la lumière). Comme si on était obligé de toujours choisir, toujours rester dans des cases. Une belle dame blonde me conseilla de remercier les deux hommes qui avaient eu l'idée de réunir ces trois tâches, et d'en ajouter une : le développement de tous les territoires de cette vallée magnifique grâce aux revenus tirés de ces métiers.

Après elle, je récitai : gloire à vous, Léon Perrier, député puis sénateur ! Et à vous, Édouard Herriot, maire de Lyon ! À peine avais-je prononcé ces mots, que je reçus une violente poussée dans le dos. Une camarade me proposait de continuer ensemble le parcours jusqu'à la mer.

– Comment t'appelles-tu ?

– Saône.

– Drôle de nom.

– Il vient d'une déesse, Souconna. Mais vous savez comme sont les moines ! Ils écrivent si mal. C'est devenu Saoconna. En tout cas, bienvenue ! À deux nous serons plus forts !

Et nous avons continué plein sud. Non sans quelques colères, on ne change pas son caractère ! Je n'en suis pas trop fier. Heureusement que Saône a réussi à me calmer, me rappelant sans cesse la chance que j'avais.

– D'accord, les barrages se succèdent, mais sans te retenir. Si tu allais dans d'autres régions du monde, tu verrais les dégâts ! Et puis regarde ces collines toutes plantées de vigne. Et tu entends cette musique ? On l'appelle jazz ! Normal, on passe devant Vienne. Il faudra qu'un jour tu prennes le temps d'assister à son festival !

Un peu plus bas, nous avons croisé un pont aux trois quarts effondré. Comme je me moquais, Saône m'a prié de bien vouloir me taire. « *Être ou pas être, telle est la question.* » Je ne suis pas très cultivé mais j'ai reconnu Shakespeare. Là-haut, derrière les remparts, on jouait Hamlet. Ma compagne pleurait presque :

– Tu vois, nous ne sommes pas seulement des porteurs d'eau. Nous alimentons les rêves. Nous faisons les êtres plus grands qu'ils ne sont. Espérons qu'on va prendre soin de nous !

– Pourquoi, tu as peur ?

– Tu as entendu parler du Réchauffement ? Tous les glaciers fondent, dont le tien, le Suisse.



**« J'AVAIS FRANCHI
MON PREMIER
BARRAGE.
ON M'A PRÉVENU
QUE VINGT ET UN
AUTRES
M'ATTENDAIENT
AVANT QUE
J'ATTEIGNE
LA MER. »**

– Tu veux dire que, bientôt, nous n'aurons plus d'eau et nous raclerons le fond ?

Bientôt !

Heureusement que la suite m'a enchanté. Plutôt que rejoindre directement la mer, nous avons tourné à droite. Et je me suis retrouvé entre de longs oiseaux de couleur rose et un troupeau de taureaux assez menaçants. J'aurais dû me séparer de Saône bien avant. Elle m'a gâché mon plaisir : « *Tu sais comment on appelle les étendues humides où s'achèvent les fleuves ? Des deltas. Eh bien, ils sont tous menacés d'assèchement, tous, de l'Amérique à l'Asie. Et 500 millions d'êtres humains !* »

Je ne sais pas vous mais, moi, quand trop de mauvaises nouvelles m'accablent, je cours me baigner. Rien de tel qu'une petite tête pour me changer les idées. Et comme la Méditerranée m'attendait...

Alors, vous avez deviné ?

Bravo ! Je suis... le Rhône.

Et si vous voulez savoir la suite de mon voyage, à un moment, comme je faisais la planche, je me suis senti léger, léger.

Comme si le ciel m'aspirait. Et je me suis retrouvé entre les nuages, poussé par un vent du Sud-Ouest. Si fort que deux heures plus tard, en regardant vers le sol, j'ai reconnu le lac dans lequel j'avais passé ces vacances merveilleuses. Mais le vent continuait. Il faisait de plus en plus froid. Et soudain, j'ai redescendu vers le sol, gracieusement, en allant de ça, de là, comme un parapente tout blanc. J'ai atterri sur un glacier tout en douceur. Et mon voyage a recommencé.

Se pourrait-il que Saône ait raison, ma collègue de mauvais augure ?

Se pourrait-il qu'un jour s'arrêtent ces boucles géantes et que se vident les lits des fleuves ?

Qu'en feront-ils ? Des autoroutes ? ♦

«MOI LE RHÔNE»

À Genève,
sur le quai
de l'île, reflets
dans l'eau
du Rhône.

«CHANGEZ LE COURS DE VOS EXISTENCES»

NOUS DEVONS RAPIDEMENT REVOIR NOS MODES DE VIE.
POUR Y ARRIVER, FAUT-IL IMAGINER UN RÉCIT, UNE AUTRE
FAÇON DE PENSER NOS EXISTENCES ? ET SI, EN FAIT, LA
TRANSITION ÉCOLOGIQUE AVAIT DÉJÀ COMMENCÉ... ?

Tout d'abord, les chiffres. Ils sont têtus : depuis les accords de Paris, le monde devrait réduire de près de 8 % par an ses émissions de CO₂, entre 2020 et 2030, pour maintenir l'augmentation des températures à 1,5 °C.

Or, elles ont augmenté de 5 % entre 2015 et 2019... L'effort nécessaire s'avère considérable pour l'humanité. La question se pose de la façon dont on « embarque » le grand public, expression souvent utilisée, en imaginant un « récit », un imaginaire « enviable » qui nous fasse rêver et changer notre mode de vie rapidement. Des sondages sur le sujet montrent que 20 % des Français sont convaincus de l'urgence, 60 % attentistes mais plutôt favorables et 20 % totalement réfractaires. Il s'agit bien de faire évoluer la majorité. Comme le résumait Emmanuelle Huet, étudiante, membre du collectif « Pour un réveil écologique », lors des rencontres lancées par CNR : « *Nous sommes dans une société qui confond surconsommation et bonheur, liberté et démultiplication des possibles, abondance et confort. Mais ce confort lui-même va être remis en question par les crises environnementales. On nous promet une prospérité purement matérielle. Il faut construire des imaginaires enviables qui ne soient pas juste pensés comme des restrictions.* »

CHANGEMENT DE PARADIGME

Mais a-t-on réellement besoin de ce récit, de cette histoire qui nous fasse bouger ? Pour certains, notre monde est déjà en train de changer, et en profondeur. Dominique Bourg, professeur honoraire à l'université de Lausanne (Suisse), en est convaincu : ce nouveau récit a commencé : « *Je n'ai aucun doute sur le fait que nous changions de civilisation. Les prémices datent de Darwin et Lamarck. C'est un phénomène long. Notre rapport au vivant change. Nous ne considérons plus la nature de façon mécaniste et comprenons qu'il existe une intelligence animale et que les plantes font partie du vivant. La société mécaniste et subjective prend l'eau. Donc oui, nous changeons clairement de paradigme.* »

Face à l'urgence, beaucoup misent sur l'éducation. C'est d'ailleurs l'une des mesures adoptées par la convention citoyenne pour le climat. Sur le terrain, les politiques prennent des mesures dans ce sens : « *Quand on me parle de changer de récit, je pense d'abord à l'éduca-*

tion, insiste Sébastien Giorgis, architecte et adjoint à la mairie d'Avignon. Pour nous, la priorité reste l'école. Nous libérons l'emploi du temps des enfants. Pour les sensibiliser aux questions environnementales. »

DES MESURES SIMPLES

En plus d'un imaginaire, c'est aussi le pragmatisme qui fera bouger la société. Pour Cendra Motin, députée LREM de l'Isère, si l'éducation s'avère centrale, le portefeuille l'est aussi : « *Une étude récente montre qu'une majorité des Français est prête à réduire sa consommation d'eau. C'est bien mais facile.* » En revanche, quand il s'agit de rénover et isoler sa maison ou passer à la voiture électrique, cela se complique, en raison de contraintes financières importantes. « *C'est pour ça qu'il faut lancer des mesures simples pour soutenir économiquement les familles, sinon nous n'avancerons pas. D'où le succès de programmes comme Renov ou les primes pour les véhicules électriques.* » Mais des intérêts puissants freinent la transition, certains acteurs étant réticents à jouer le jeu. En particulier ceux qui pourraient créer ce nouvel imaginaire. Jacques-Olivier Barthes, directeur de la communication de WWF, déclarait dans un document de l'Ademe, début 2020 : « *La question est de savoir si la publicité va mettre sa puissance et sa créativité au service de la transition écologique en informant mieux les consommateurs ou, au contraire, être un vecteur de résistance au changement en continuant à faire la promotion des valeurs de la société d'hyperconsommation. Le choix que fera ce secteur aura un impact décisif sur la vitesse avec laquelle notre société basculera dans la soutenabilité.* » ♦

**« LE FAMEUX RÉCIT
À INVENTER
SE CHERCHE.
EN FAIT, LE NEUF
SE FAIT ATTENDRE,
MÊME SI C'EST
UNE NÉCESSITÉ. »**

Renaud Payre, vice-président de la Métropole de Lyon, directeur de Sciences-Po Lyon

**« JE FAIS PARTIE DE
CES JEUNES QUI NE
VEULENT PAS ALLER
AU TRAVAIL À VÉLO
POUR Y CONSTRUIRE
DES CENTRALES À
CHARBON, DES SUV,
OU MARKETER UN
PRODUIT INUTILE. »**

Emmanuelle Huet, membre du collectif
« Pour un réveil écologique »

**« POUR ARRIVER
À UN FUTUR
SOUHAITABLE,
IL FAUT D'ABORD
FAVORISER UN
ENGAGEMENT
DES HABITANTS. »**

Léthicia Rancurel, directrice de Tuba Lyon

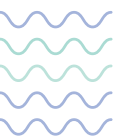
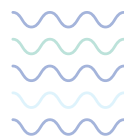
DES SOLUTIONS POUR NOUS FAIRE CHANGER

- Repenser les imaginaires sert à comprendre l'impact de nos actions sur l'environnement. En réalisant, par exemple, avec des outils en ligne, le calcul de sa propre empreinte carbone et identifier ses marges de progrès.
- Nous devons revoir notre rapport à la science, marqué par la défiance. Surtout la science économique, qui a fait de nous des Homo economicus. Et sortir de cette vision uniquement économique de nos vies.
- Intégrer les sciences humaines dans les cursus des techniciens et enseigner les sciences dans les cursus littéraires.
- Les médias ont un rôle à jouer en mettant le vivant au centre des débats. Réconcilier leur temps court avec le temps long de la nature reste un défi.



Le Rhône
dans la brume,
à Virignin (01).

« JE PORTE LA VIE, PRENEZ-EN SOIN » »



L'EAU, LES SOLS SONT INDISPENSABLES À NOTRE
EXISTENCE. ET ILS NE SONT PAS INFINIS. IL NOUS FAUT EN
PROTÉGER LA QUALITÉ ET LA PÉRENNITÉ. ET LÀ ENCORE,
LA SOLUTION SE TROUVE DANS UNE NATURE PRÉSERVÉE.



Avril 2018, Le Cap, en Afrique du Sud, retient son souffle : si ses habitants ne réduisent pas drastiquement leur consommation et s'il ne pleut pas rapidement, la ville n'aura plus une goutte d'eau. Mais la population suit les consignes, et il finit par pleuvoir dans les mois qui suivent. Les 3,7 millions d'habitants n'auront pas à vivre une situation aussi inédite qu'effrayante. La presse, en France et en Europe, évoque une crise de l'eau aussi lointaine qu'impensable sur notre continent. Même si, à cette occasion, le monde découvre que d'autres villes citées

pourraient connaître la même situation, São Paulo, Pékin, Miami, Istanbul, Mexico, Le Caire et même, curieusement, Londres. Quelles sont les causes de ces crises hydriques et de la fragilité des ressources ? Le réchauffement conjugué à la démographie, et souvent à des politiques désastreuses d'aménagement et de gestion des ressources. On estime que 30 % de l'eau dans le monde est perdue à cause des fuites dues à la mauvaise qualité des réseaux. La Syrie fournit, peut-être, une illustration tragique de cela. Car des analystes expliquent les origines de la guerre civile, en grande partie, par une sécheresse qui frappe le pays entre 2006 et 2010. Et qui a provoqué l'afflux massif de paysans dans les grandes villes, entraînant tensions et crises sociales.

PRENDRE DES INITIATIVES RAPIDEMENT

La France, elle, ne connaît pas bien sûr de situations aussi extrêmes, mais elle subit depuis 1976 des épisodes très secs, conjonction de déficit pluviométrique et de grandes chaleurs qui provoquent évaporation des cours d'eau et assèchement des sols. Face à une situation qui va probablement s'aggraver à moyen terme, avec une augmentation des températures, politiques, citoyens, agriculteurs et industriels vont devoir changer. « *La question de l'eau risque, à l'avenir, de mettre la société française en tension.* » Ronan Dantec, sénateur, membre du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires, et vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, pousse avec d'autres parlementaires à prendre des initiatives rapidement et, surtout, à anticiper :

« Pour l'instant, la tendance est de repousser les mutations. Les filières concernées s'installent dans une logique d'attentisme. Même les grands groupes agro-industriels n'ont pas intégré les problèmes. »

Pourtant, des problématiques émergent qu'il va falloir affronter rapidement pour éviter justement de futures tensions. « *C'est maintenant qu'il faut se poser certaines questions : faudra-t-il un jour irriguer les vignes ? L'irrigation telle qu'elle existe est-elle tenable ? Faut-il imaginer une tarification de l'eau qui varie selon les besoins, en particulier en ce qui concerne les piscines ?* »

Si, pour l'instant, de grands bassins tels que le Rhône ne subissent que faiblement les conséquences du réchauffement climatique,

~~~~~  
**« DANS  
L'AGRICULTURE,  
LA PRODUCTION  
DE BIOGAZ NE DOIT  
PAS CONCURRENCER  
L'ALIMENTAIRE. »**

Sandra Lagumina,  
directrice générale de Meridiam

~~~~~  
**« SUR CERTAINES
EXPLOITATIONS,
ON UTILISAIT
JUSQU'À
40 000 M³ D'EAU
À L'HECTARE
POUR DES TOMATES.
AUJOURD'HUI,
ON ARRIVE
À 2 000 M³ POUR
UN MÊME
RENDEMENT. »**

André Bernard, président de la Chambre
d'agriculture de PACA

~~~~~  
**« L'ÉQUILIBRE  
EST FRAGILE  
ENTRE CHANGEMENT  
CLIMATIQUE  
ET CROISSANCE  
DE LA  
DÉMOGRAPHIE. »**

Anne Claudius-Petit,  
conseillère régionale PACA





Arrosage à Livron-sur-Drôme (26).

## DES SOLUTIONS POUR PROTÉGER LES RESSOURCES

- Mettre en place des systèmes de notation (comme Nutriscore) qui repèrent les entreprises les plus vertueuses dans leur prise en compte de la nature et des ressources.
- Faire en sorte que, dans un cahier des charges/contrat, l'entreprise soit rémunérée en prenant en compte aussi l'atteinte d'objectifs environnementaux.
- Développer des outils bancaires. Ainsi la BEI (Banque européenne d'investissement) a décidé de supprimer son soutien financier aux projets énergétiques liés aux combustibles fossiles à partir de 2021.
- Associer les salariés, notamment les plus jeunes, aux réflexions sur la mission et l'engagement environnemental de leur entreprise.
- S'inspirer des lieux où existe une expérience de la gestion des interdépendances, comme les ports ou les fleuves. La gouvernance d'un fleuve offre un exemple précieux et utile car on y gère une ressource limitée. Les ports, souvent liés à un estuaire, un écosystème fragile, doivent devenir de vrais lieux d'innovation.



À Avignon (84), quai de l'Oulle, la crue du Rhône en novembre 2016.

cela pourrait changer assez vite. Car le fleuve est largement « nourri » par la neige et les glaciers des Alpes. Or, selon des chercheurs signataires d'un article dans la revue scientifique *The Cryosphere*, entre 1971 et 2019, la période avec de la neige au sol l'hiver s'est réduite de près d'un mois, dans les Alpes en dessous de 2 000 m.

### LE PARTAGE DE L'EAU

Pour l'heure, c'est surtout la qualité de l'eau que surveillent les spécialistes : « *Sur le Rhône, il existe depuis longtemps un problème de pollution, en particulier chimique, avec des PCB déversés il y a plus de vingt ans* », précise Thomas Pelte, expert à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse. Depuis quelques années, seuls des affluents tels que l'Ardèche et la Drôme connaissent des problèmes de débit en été. Et l'irrigation, tout le long du fleuve, reste soutenable, au moins pour un

temps : « *L'irrigation sera questionnée, même si aujourd'hui de la Suisse à Arles, c'est seulement 3 à 5 % du débit qui est détourné. Mais en raison du réchauffement, les projections à trente ans annoncent de 15 à 40 % de baisse du débit moyen annuel. Conséquence d'une montée des températures qui provoque l'évaporation, alliée à une baisse des chutes de neige en montagne. Il faudra, à terme, se mettre autour de la table pour le partage de l'eau : les consommateurs, les agriculteurs et les responsables du tourisme.* » La préservation des ressources – et donc des écosystèmes – apparaît comme une priorité, et pourtant ce n'est pas si simple. La complexité des travaux de construction d'infrastructures publiques, par exemple, pour les voies ferrées, routes, ou conduites d'eau et d'électricité, fait qu'elle n'apparaît pas comme une priorité des ingénieurs et aménageurs. Carine Ritan est fondatrice d'un cabinet de consultants AppeldaiR et anime le Gasbi

(Groupe d'échanges entre aménageurs et scientifiques autour de la biodiversité et des infrastructures), qui rassemble universitaires et donneurs d'ordre pour optimiser les projets. « La biodiversité, ce sont des tissus vivants en régénération permanente. Ils produisent des ressources : l'eau, l'air, les sols. C'est cela qui doit être pris en compte dès le démarrage d'une étude. En se demandant, par exemple, si le projet est vraiment nécessaire au regard de son impact sur l'environnement. Et il faut prendre en compte l'ensemble du territoire et pas seulement la zone où seront bâties les infrastructures. »

Le principe des projets d'intérêt public, Éviter (d'altérer la biodiversité), Réduire (l'impact), Compenser (cet impact), devrait s'appliquer strictement dès l'amont : « Souvent on se leurre quand on dit éviter. C'est quand le projet est abouti que l'on mesure son impact réel. Il faut que tous les gens concernés partagent et échangent dès le début, trouvent des alternatives. Par exemple, en montagne, un téléphérique plutôt qu'une route, si c'est possible, car son impact est bien moindre. »

### DES REBOISEMENTS FRAGILISÉS

On le voit, lorsqu'on parle de ressources, l'eau reste au cœur des préoccupations des spécialistes et politiques. À commencer par l'agriculture. Manque d'eau et épuisement des sols nuisent aux productions. Le réchauffement provoque aussi une stagnation des rendements, une baisse de la qualité nutritive et une altération des semences.

S'y ajoute la déforestation, qui appauvrit encore les sols, les privant d'humidité et de nutriments. Pourtant, même si la France possède une surface boisée proche de celle qui existait au Moyen Âge, la réalité reste ambiguë, et la situation est loin d'être uniforme. En cause, les intérêts financiers. Lorsqu'un agriculteur cesse son activité, il est souvent tenté de vendre ses parcelles agricoles et forestières à des promoteurs immobiliers, si ses terrains sont constructibles. La conversion des terres agricoles passe davantage par urbanisation que par boisement. Et quand boisement il y a, il ne s'avère pas forcément réussi, en raison... du réchauffement et des printemps et étés plus secs. Les années récentes ont enregistré des taux d'échec des plantations élevés : de 30 à 40 % selon l'enquête annuelle du département Santé des forêts du ministère de l'Agriculture.



À Arles (13), le Rhône, quai de La Roquette.

La protection des sols apparaît comme une des priorités des années à venir. Pour y maintenir une biodiversité et favoriser l'écoulement de l'eau. Il va falloir limiter la bétonisation et l'étalement urbain tels que nous les pratiquons depuis plus de cinquante ans. D'autant que le sable, essentiel à la construction, à la fabrication des composants électroniques et des panneaux solaires, commence à manquer. Au point que, sur certains continents, des centaines de plages disparaissent à vue d'œil, victimes d'un trafic mondial. Et que cette quête bouleverse des écosystèmes, y compris en Europe.

Et pour ce qui est des surfaces bétonnées, la France s'impose comme championne de l'Union européenne. Pour 100 000 habitants, elles sont de 47 km<sup>2</sup>, contre 41 pour l'Allemagne, ou 30 pour l'Espagne.

Le président de la République en a pris conscience et en a fait état, lors d'un discours en juin 2020, en s'appuyant sur les recommandations de la Convention citoyenne pour le climat. Pour lui, il faut réduire par deux les surfaces urbanisables. Et revoir nos conceptions de la ville et des banlieues. En réhabilitant tout ce qui peut l'être ou en concentrant les centres-ville avec la construction d'immeubles plus élevés.

Une mue difficile, mais indispensable. Car pour reprendre le mot d'Emmanuel Macron, dans ce même discours : « Arrêter la bétonisation, c'est un projet pour rendre notre pays plus humain, au fond plus beau. » ♦

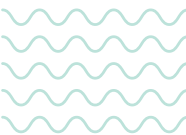
~~~~~  
**« CE QU'ON VEUT
SAUVER,
C'EST L'HOMME.
SANS NOUS,
LA PLANÈTE S'EN
SORTIRA TRÈS BIEN. »**

Yann Wehring, ambassadeur de France
délégué à l'Environnement, conseiller
régional d'Île-de-France.

Massignieu-de-Rives (01),
le lac du Lit du roi sur le
Rhône, l'île aux Oiseaux.



« RESPECTEZ MA DIVERSITÉ »



LONGTEMPS, NOUS NOUS SOMMES CONSIDÉRÉS
COMME HORS DE LA NATURE. LA DESTRUCTION DE LA
BIODIVERSITÉ NOUS FAIT PRENDRE CONSCIENCE DE NOS
FRAGILITÉS. ET QUE NOUS DEVONS AGIR VITE. SANTÉ ET
BIEN-ÊTRE DE L'HUMANITÉ EN DÉPENDENT.



Triton crêté, échasse blanche, chamois de Chartreuse, apron du Rhône, loutre d'Europe, que leurs noms vous soient familiers ou non, ces animaux s'inscrivent sur la longue liste des espèces menacées de disparition en France et en particulier en Rhône-Alpes. Même les hérissons sont frappés. Près des deux tiers ont disparu dans le Rhône. Ici comme ailleurs, les scientifiques observent un effondrement rapide d'écosystèmes entiers qui menace nombre des espèces animales ou végétales. Ce que l'on appelle la sixième extinction. La Terre en a déjà connu cinq, résultant de bouleversements climatiques, éruptions volcaniques, ou

d'une météorite qui aurait provoqué la fin des dinosaures. Mais, cette fois, nous en sommes responsables. Et personne ne le conteste sérieusement. Or ce phénomène va impacter l'humanité au niveau de l'alimentation, de l'accès à l'eau, et de la qualité de vie. Partout les mêmes origines : destruction des habitats, chasse, surpêche. La diminution des populations de certains oiseaux serait, en partie, due à la disparition massive d'insectes, en ville comme à la campagne. La LPO (Ligue de protection des oiseaux) Auvergne Rhône-Alpes déplore une baisse sensible de la faune aviaire dans la région, dont elle rappelle les raisons : « *Il existe de nombreuses causes, notamment la création de paysages homogènes*

~~~~~  
**« QUAND  
LES ENTREPRISES  
S'ENGAGENT POUR  
LA BIODIVERSITÉ,  
LES EMPLOYÉS  
APPRECIENT ET LEUR  
ATTACHEMENT  
À L'ENTREPRISE  
EST RENFORCÉ. »**

Claire Tutenuit, déléguée générale d'EpE  
(Entreprises pour l'environnement)



## DES SOLUTIONS POUR RÉCONCILIER L'HOMME ET LA NATURE

- Bâtir des plans ambitieux, cohérents pour la restauration écologique de nos espaces naturels. Le Rhône bénéficie du plus grand programme de restauration écologique d'un fleuve à l'échelle mondiale. Il repose sur des partenariats associant Europe, État, collectivités, associations, industriels, etc. Avec des résultats probants : plus de 120 km de cours et d'annexes fluviales restaurés, soit près du quart de sa longueur.

- Changer notre rapport à la propriété pour considérer le sol comme un bien commun ? À l'image de certaines expérimentations, dans des métropoles françaises, inspirées du modèle suédois où l'on achète son logement tout en étant locataire du sol.

*et artificialisés qui empêchent la nature de se développer, l'utilisation de produits phytosanitaires dans les jardins ou l'agriculture. La disparition des milieux naturels qui laissent la place à une forte urbanisation constitue aussi une explication. »*

Le phénomène, entamé il y a plusieurs siècles, accélère depuis une cinquantaine d'années. Récemment, la revue scientifique *Proceedings of the National Academy of Sciences* publiait une étude inquiétante : « *Au lieu de neuf extinctions attendues [entre 1900 et 2050, ndlr], ce sont 1 058 espèces qui seront éteintes en 2050, écrit l'équipe. Les espèces qui s'éteindront durant ces 150 ans auraient mis 11 700 ans à disparaître avec un taux naturel d'extinction.* » Selon les Nations unies, un quart des espèces pourraient disparaître très vite. Dans les prochaines décennies pour certaines. Y compris des animaux aussi emblématiques que le guépard. « *La vitesse de ces disparitions est 100 à 1 000 fois plus importante que ce qu'elle devrait être* », déplore Valérie Cabanes, juriste internationaliste, présidente d'honneur de « Notre affaire à tous ».

### LA DIVERSITÉ, UN CONCEPT RÉCENT

L'humanité s'est inquiétée tardivement de la vie qui l'entourait. Significatif, le terme biodiversité ne date que de 1986, à l'occasion d'un congrès à Washington, The National Forum on BioDiversity. Lui-même vient d'une expression apparue en 1968, forgée par un scientifique américain, Raymond F. Dasmann, « *diversité biologique* » (biological diversity). « *En France, légalement, la biodiversité existe depuis la loi de juillet 1976 relative à la protection de la nature* », précise Patricia Savin, juriste, spécialiste du droit environnemental et présidente d'Orée, qui regroupe entreprises et collectivités autour de l'économie circulaire, la biodiversité et la RSE (Responsabilité sociétale des entreprises). Alors que faire face à une telle situation qui frappe aussi bien la biodiversité ordinaire (les espèces « courantes ») qu'extraordinaire (grands prédateurs, plantes rares) ? En ordre dispersé, individus, institutions ou entreprises réalisent l'ampleur de la tâche. Pour Patricia Savin : « *De plus en plus d'entreprises prennent conscience de leur impact sur la vie et comprennent qu'elles sont dépendantes de la biodiversité. Nous les accompagnons pour qu'elles fassent les bons choix, au niveau énergétique par exemple.* »

Juristes, associations, organisations internationales considèrent que l'urgence est telle qu'elle

« LES PORTS SONT SITUÉS SUR DES ESPACES SENSIBLES EN TERMES DE BIODIVERSITÉ. C'EST À NOUS, LES RESPONSABLES DE PORTS, D'INTÉGRER CES ENJEUX DANS NOS POLITIQUES D'AMÉNAGEMENT. »

Hervé Martel, président du directoire du port de Marseille Fos

« LES FRANÇAIS NE SAVENT PLUS CE QU'EST LA NATURE. L'UNE DES RAISONS, C'EST QUE LA NATURE EST DE PLUS EN PLUS PRIVATISÉE, DIFFICILE D'ACCÈS. »

Arnaud Leroy, président de l'Ademe

justifie un cadre légal contraignant, nécessaire au sauvetage de la biodiversité. Des innovations apparaissent en Inde, en Colombie, qui donnent ainsi une personnalité juridique à un fleuve. Pour Valérie Cabanes, ce sont des moyens efficaces : « *Il faut cesser de penser l'homme hors de la nature. Le droit est anthropocentré. Or l'humain n'est pas détaché de la nature ou des autres espèces, il en fait partie. Il est une des espèces. Et c'est pourquoi il est temps d'allouer une personnalité juridique à certains écosystèmes. Et pourquoi pas au Rhône ?* »

Patricia Savin regrette que le choc Covid, qui aurait dû favoriser une prise de conscience, n'ait eu que peu d'effet. Alors que, dès le début de la pandémie, les scientifiques ont pointé son origine animale et le rôle joué par la destruction d'écosystèmes : « *On n'a pas assez mis en avant ce lien entre l'apparition du Covid et l'épuisement de la biodiversité. Ce serait pourtant un levier pour toucher le plus grand nombre. La santé, la nourriture, ça me concerne, avec ma famille. Si la nature dont je fais partie s'effondre, cela aura des conséquences sur nos santé.* »

Au moins, une note optimiste : les scientifiques ont constaté que la nature, dans le monde, avait profité des « pauses-Covid » pour se reconstituer, au moins en partie... ♦



Un héron cendré. Oiseau carnivore, relativement commun en Europe et au-delà. La population reste stable.

Autrefois réputée rustique et très commune, l'anguille est en danger critique d'extinction, plus encore que l'ours polaire. Des aménagements sont destinés à la protéger.

La loutre européenne, naguère très commune en France, a souffert de la chasse et des polluants, dans la mesure où elle est en haut de la chaîne alimentaire.



Une turbine,  
à Centrale-Écluse  
d'Avignon, sur l'île  
de la Barthelasse,  
Avignon (84).

# « LAISSEZ AGIR CEUX QUI ME CONNAISSENT »

LA CENTRALISATION A MONTRÉ SES LIMITES.  
POUR RÉALISER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE  
NÉCESSAIRE, AVEC L'EUROPE, LE LOCAL S'IMPOSE  
CAR IL EST AU PLUS PRÈS DES PROBLÈMES, DES  
SOLUTIONS ET... DES CITOYENS.



Le barrage du Pouzin, sur le Rhône (07).

Quand il y a une crise, on se tourne vers les territoires », déclarait Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France (APVF) et député PS de Seine-

Maritime, sur le site Acteurs publics. Il mettait en avant leur agilité et leur capacité à se réorganiser.

Quand il est question d'environnement et de transition écologique, tous les observateurs mettent l'accent sur ces qualités pour laisser agir les échelons locaux, plus souples et réactifs, en raison de leur proximité avec le terrain. Dans un pays dont les politiques restent largement adeptes d'une centralisation poussée, comme l'a montré la gestion de la pandémie, très *top-down*, soit en français du sommet vers la base. Ce que l'on appelle la « verticalité » du pouvoir. Pourtant de plus en plus de voix se font entendre qui veulent casser ce moule si français et dont chacun peut mesurer les limites. Et en particulier en raison de sa lourdeur et de son inertie.

Jérôme Cohen est cofondateur d'Engage, qui a pour objectif de former entreprises, salariés à l'engagement citoyen et qui travaille avec le CDJ (Centre des jeunes dirigeants) de Rhône-Alpes sur un projet lié à la biodiversité. Il estime que le retour au local signifie retour à la simplicité : « Une des causes des problèmes que nous connaissons est que le système dans lequel nous vivons est d'une complexité folle qui fragilise la planète et freine

l'arrivée de solutions. Les territoires, plus restreints, offrent des lieux d'expérimentation et d'un passage à une échelle plus réduite donc plus simple. » Pour Jérôme Cohen, il existe un désir de participation de la part des citoyens qui passe par l'expérience d'un mode de décision plus simple, à l'échelle du territoire : « L'engagement territorial peut participer à la régénérescence du système. »

Sébastien Giorgis, architecte, adjoint au maire d'Avignon, s'affirme comme plus girondin que jacobin et donc réticent vis-à-vis du fameux *top-down*. Souvent de Paris vers les régions. « L'avantage du local, c'est qu'il connaît le contexte et le terrain, quelle que soit la question. »

L'aménagement des villes, par exemple, en vue de la transition écologique. Partout dans le monde, la grande tendance est à une végétalisation tous azimuts des centres urbains. Planter arbres et plantes pour rafraîchir les espaces et capter le CO<sub>2</sub>. Là encore, plutôt que d'appliquer à la lettre un principe, il convient de mesurer l'intérêt réel et de s'adapter : « Beaucoup nous pressent de planter des arbres, ici à Avignon, dans des rues qui font 3,5 m de large. Or c'est une ville du Sud aux rues étroites, avec des immeubles aux murs épais et poreux. Ici les habitants gardent fenêtres et volets clos en été dans la journée, pour garder la fraîcheur. L'architecture traditionnelle est conçue pour résister à la chaleur. Il faut donc prendre en compte les cultures locales qui possèdent une expérience singulière. »

Le niveau local par sa plus grande simplicité, sa proximité et ses populations réduites offre

~~~~~

« ASSEZ DE JACOBINISME ! LA PROVINCE AUSSI PEUT SE MONTRER NOVATRICE. »

Muriel Pivard, association « Les 150 »

~~~~~

**« IL N'Y A PAS QUE LE CO<sub>2</sub> DANS LA VIE ! IL NE FAUT PAS OUBLIER LA POLLUTION DE PROXIMITÉ »**

Jean-Luc Fugit, député du Rhône, vice-président de l'OPECST (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques)



un terrain favorable pour la mise en place de nouvelles façons de produire et de consommer. Isabelle Delannoy, ingénieur agronome et scénariste de *Home*, film réalisé en 2009 par Yann Arthus-Bertrand, a imaginé le concept d'économie symbiotique. Un système largement basé sur l'économie circulaire et dont l'ambition est de réduire drastiquement la production d'objets nouveaux en utilisant et reconstruisant tout ce qui existe. Et dont l'efficacité repose sur la présence, dans un territoire réduit de petites unités de production, industrielles ou agricoles et de consommateurs.

« Depuis le premier sommet sur le climat à Stockholm en 1972, on voit bien que les États ont du mal à agir. Ils signent des traités supposés contraignants mais ont le plus grand mal à les appliquer. Alors que le local offre un bon niveau d'action. D'ailleurs partout, ce sont les villes qui font bouger les choses avec des organisations telles que le C40 (qui regroupe les grandes villes du monde qui veulent avancer sur le climat et les objectifs des accords de Paris) ». Pour Isabelle Delannoy, le temps presse, et le niveau étatique s'avère trop lent dans la mise en place de politiques environnementales : « Pour faire changer la société ou son organisation, il faut vingt à trente ans à l'État alors qu'il n'en faut que cinq ou dix aux territoires. »

Le local serait donc la seule solution pour faire face aux défis climatiques, environnementaux et sociaux ? Ronan Dantec, sénateur, membre du groupe Écologiste-Solidarité et Territoires, et vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, le confirme mais avec des nuances, là encore : « Il est indéniable que le local reste le niveau central de l'action climatique et environnementale. Parce que proche de la vie quotidienne. Les émissions de CO<sub>2</sub>, l'usage de l'eau, ça concerne chacun. »

Central mais pas unique. Pour résoudre les problèmes, tous les niveaux doivent interagir : « Regardez le Rhône : s'il était géré par une addition d'actions locales, ça ne marcherait pas aussi bien qu'avec une seule organisation, comme c'est le cas avec CNR. Il faut articuler tous les niveaux de décision, local, national et européen. »

Agir au plus près du terrain en faveur de l'environnement et du social peut prendre d'autres chemins.

Intégrer l'éducation à l'écologie dans les



## LA SOLUTION : LES TERRITOIRES

Mieux « écouter » chaque territoire pour y proposer des solutions « sur mesure », adaptées à ses spécificités. C'est ce que fait l'Ademe. Y favoriser les expérimentations. Aujourd'hui, quand une expérience est menée, on en dresse le bilan pour voir si elle doit être étendue à l'ensemble du pays, de Dunkerque à Cayenne. Il faut sortir de cette logique pour favoriser celle du « pourquoi pas ? » et tenter ponctuellement des solutions. Dans le domaine de l'urbanisme, acteurs de l'immobilier et élus doivent réfléchir à dix ans sur l'attractivité du territoire pour que ces réflexions soient intégrées aux plans d'urbanisme. Et éviter l'étalement urbain qui nuit autant à la qualité de vie des hommes qu'à celle du vivant.





Le golfe de Fos-sur-Mer, Grand Port maritime de Marseille Fos-sur-Mer (13), terminal conteneur.

~~~~~

**« LE VRAI SUJET,
C'EST COMMENT
(RÉ)CONCILIER LA RICHESSE
DES INITIATIVES LOCALES AVEC
LES POLITIQUES PUBLIQUES
ENGAGÉES
AU PLAN NATIONAL
ET EUROPÉEN. »**

Michel Derdevet,
président de la Maison de l'Europe

quartiers pour que l'écologie ne soit pas réservée à une supposée élite. Fatima Ouassak, du Front des mères, se bat pour cela en partant du terrain, comme elle le déclarait pour le site Reporterre : « A Bagnole, l'échangeur autoroutier provoque une pollution infernale. La mairie a aussi annoncé qu'elle allait déplacer un collège public qui est aujourd'hui en centre-ville dans un beau bâtiment historique, face à un parc, pour le mettre dans un bâtiment collé à l'autoroute... Donc il faut partir de ce que vivent les gens. Dans les quartiers, le problème principal est l'espace : les appartements trop petits, la nécessité d'espaces verts pour que les enfants puissent s'aérer et faire des promenades. C'est une autre manière de poser toutes les questions d'urgence écologique, du point de vue de gens qui vivent dans les tours et le béton et ne partent pas en week-end à la campagne. On n'est pas obligés d'arriver avec des gros sabots écologistes. »

Ou encore à travers certaines initiatives proches de l'économie circulaire. « Nous avons compris qu'en France, un village sur deux ne possède aucun commerce de proximité ou de services publics. » En partant de ce constat, il y a quelques années, Virginie Hils crée Comptoir de campagne en Auvergne-Rhône-Alpes. Des lieux qui proposent à la fois des biens de première nécessité et des antennes de la poste, de banques, des salles de rendez-vous etc. « Nous offrons des produits du terroir pour l'alimentation et des articles d'entretien, fabriqués à proximité. »

Il existe dix de ces comptoirs dans la région. Ce qui nécessite une logistique particulière : « Nous appelons ça : approvisionneur de circuit court. Nous répertorions tous les producteurs alentour qui puissent fournir régulièrement nos comptoirs en production bio ou agroécologique. » Après presque cinq ans d'existence, les comptoirs se sont installés avec succès. Ils font revivre des villages en donnant aux habitants un lieu où ils peuvent se retrouver, échanger, voire lancer des projets et renforcer encore la vie locale. Au point que Virginie Hils veut décliner le modèle sur toute la France. En l'améliorant : bâtiments écologiques, panneaux solaires, bornes pour voitures électriques. Elle croit en la décentralisation, au plus près du terrain des services publics, et surtout à la nécessité d'un partenariat public-privé. Avec une conviction : « L'État ne peut pas tout faire ! » ♦

QUAND LE RHÔNE S'EXPOSE ET SE FAIT ENTENDRE

« DEMAIN LES FLEUVES » ÉCOUTER LE RHÔNE

Demain les fleuves est une série de podcasts où Élisabeth Ayrault et Erik Orsenna nous racontent le Rhône. Au fil des témoignages de terrain, le Rhône nous surprend. Il devient témoin et source d'inspiration, pour nous aider à changer notre rapport à l'environnement.

EXPOSITION « LES VISAGES DU RHÔNE »

Camille Moirenc, qui a réalisé la plupart des photos de ce supplément, expose certaines de ses plus belles images sur les grilles du Jardin du Luxembourg, au Sénat, à Paris, jusqu'au 14 juillet.

LES PARTICIPANTS AUX QUATRE RENCONTRES DE CNR

Les quatre rencontres ont été animées par Élisabeth AYRAULT, PDG de CNR, Erik ORSENNA, écrivain, membre de l'Académie française et président des IAGF, et Thomas SAN MARCO, délégué général de CNR.

PARIS : Régine ENGSTRÖM, préfète de la région Centre Val de Loire et ex-directrice des partenariats stratégiques et RSE chez Nexity. Emmanuel HUET, membre du collectif « Pour un réveil écologique ». Arnaud LEROY, président de l'Ademe. Sandra LAGUMINA, directrice générale de Meridiam. Anne Quéméré, navigatrice. Claire TUTENUIT, déléguée générale de l'Association des entreprises pour l'environnement. Caroline VERAN, présidente et fondatrice de Croissance bleue. Thierry PECH, délégué général de Terra Nova. Pascal DEMURGER, directeur général de la MAIF.

LYON : Jérôme d'ASSIGNY, directeur régional de l'Ademe Auvergne-Rhône-Alpes. Florence AGOSTINO-ETCHETTO, directrice générale de Lyon Biopôle. Marine DENIS, doctorante en droit international public à l'Université Sorbonne Paris et enseignante à Sciences-Po. Jean-Luc FUGIT, député du Rhône, vice-président de l'OPECST. Florence LAMBERT, CEO de Genvia, ex-directrice de CEA LITEN. Alexandra MATHIOLON, directrice générale du Groupe SERFIM. Renaud PAYRE, directeur de l'IEP de Lyon, vice-président de la Métropole de Lyon. Léthicia RANCUREL, directrice de Tuba Lyon.

MARSEILLE : Franck LIDON, directeur délégué aux actions et ressources en Méditerranée de Radio France. Muriel PIVARD, association « Les 150 ». Hervé MARTEL, président du directoire du Grand Port maritime de Marseille. Anne CLAUDIUS-PETIT, conseillère régionale

de la région Sud. André BERNARD, président de la chambre d'agriculture de la région Sud.

BRUXELLES : Nikolaos KOROGIANNAKIS, directeur associé chez Jurispectrum, avocat au barreau de Bruxelles. Michel DERDEVET, président de la Maison de l'Europe de Paris. Yann WERHLING, ambassadeur de France délégué à l'Environnement au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, conseiller régional d'Île-de-France. Valérie BOUILLON-DELPORTE, directrice de l'écosystème Hydrogène de Michelin, présidente d'Hydrogen Europe. Grégory LABROUSSE, fondateur et président de Nam.R. Philippe LAMBERTS, député européen, co-président du Groupe les Verts/Alliance libre européenne.